

Chapitre 6

Problème d'ouverture et d'activité macroéconomiques

Les échanges extérieurs de la RCA sont à l'image de l'économie du pays et de son évolution, marquée depuis par des soubresauts, des soulèvements populaires surtout étudiantins, des mutineries successives de 1996 à 1997, ayant pour conséquence une tendance à la dégradation dans un contexte de déstabilisations politique et sociale, engendrant une croissance insuffisante face aux besoins énormes du pays.

Excessivement modestes (193 milliards de francs CFA en 2000), soient 8,7 pour cent des échanges du Cameroun voisin et correspondant à 2,3 pour cent de ceux des six pays réunis de la CEMAC, les échanges représentent néanmoins une part importante du PIB (plus de 40 pour cent du PIB de 1990 à 2000 et oscillent entre 35 pour cent et 38 pour cent de 2001 à 2003), traduisant la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et sa vulnérabilité face à la volatilité des cours internationaux et des aléas climatiques. Les chiffres officiels occultent cependant une bonne partie des échanges réels, compte tenu d'une informalisation croissante de l'économie et notamment des activités commerciales.

Les exportations sont concentrées essentiellement sur un petit nombre de produits du secteur primaire, lui-même dédié aux produits vivriers. Elles ont dépassé pour la première fois les 100 milliards de francs CFA en 2000, grâce à une forte augmentation en volume de grume et en valeur bénéficiant des cours favorables et des mesures limitant l'exportation par le Cameroun des bois bruts. En 2000, les bois exportés représentent près de la moitié de la valeur du commerce extérieur, et restent largement dominés par les grumes (80 pour cent des bois exportés) et les bois transformés (sciages et contreplaqués).

Le diamant est la deuxième source d'exportation, il contribue à environ 5 pour cent du PIB de 1990 à 1997 (oscille seulement autour de 3,5 pour cent du PIB de 1998 à 2003) et 3,1 pour cent des ressources budgétaires en 2001. Les ventes officielles de diamant sont minées par une fraude massive, profitant des

difficultés internes du pays et de l'affaiblissement de l'État. Le coton dont la production apparaît marginale, en comparaison des pays voisins comme le Tchad et le Cameroun, continue de chuter depuis 1997. Il en est de même pour le café. Ses cours, pendant les trois dernières années, ont chuté de 54 pour cent, atteignant leurs plus bas niveaux historiques. Les ventes du tabac ont suivi la même évolution, mais avec une importante baisse en volume.

Alors que les importations sont constituées par un large éventail, de référence à une économie primaire peu développée, peu allante, elles sont l'image même de l'activité économique intérieure. Après une petite croissance entre 1997 et 1998, les achats extérieurs de la RCA restent globalement stagnants, et tendent même à reculer sous l'effet d'une demande anémiée qui ne se relève pas, conséquence d'une accumulation progressive des arriérés de salaires dans la fonction publique.

Toutefois, la RCA importe principalement le pétrole, les produits chimiques et pharmaceutiques, les produits du travail de grain (la farine de malt), les véhicules et équipements automobiles, les équipements informatiques et le tabac manufacturé.

Les principaux partenaires de la RCA concernant l'origine et la destination des flux de marchandises, sont les pays de l'Union européenne tels que la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suisse et l'Allemagne ; le Japon et la Chine en Asie ; et parmi les pays de la CEMAC, il y a le Tchad, le Cameroun, le Congo, y compris le Soudan et le Congo démocratique.

L'étroitesse de la base des exportations (limitée seulement aux bois d'œuvre, fruits et plantes de boisson, tabac et diamants) et leur faible performance, conjuguées à l'instabilité des cours, explique d'une part les variations notables d'une année sur l'autre, et d'autre part, la situation de dépendance typique du pays à l'économie peu diversifiée reposant sur quelques produits primaires.

Disposant d'énormes potentialités inexploitées, beaucoup de centrafricains se posent la question de savoir pourquoi certains pays semblent mieux bénéficier que la RCA des potentiels de croissance de l'ouverture à l'extérieur. Ainsi se pose le problème des choix internes de politiques économiques, de préférence pour le présent ou pour le futur qui ont désormais autant d'importance que des dotations initiales en facteur de production, indiquant désormais que l'avenir est inscrit dans le présent (et le présent dans le passé), dans la mesure où seulement nous pouvons créer les conditions d'un avantage comparatif futur.

En conséquence, un pays a intérêt à l'échange international quel que soit les structures de son économie, son régime politique, ses dimensions. L'échange international permet donc à chaque pays d'améliorer le bien-être de sa population, puisque la quantité des biens disponibles sur le territoire serait plus importante qu'il ne l'aurait pu en situation d'autarcie.

Néanmoins, l'ouverture à l'extérieur peut avoir des effets sensiblement différents selon les caractéristiques du pays. Cela nous permet de définir les situations dans lesquelles, l'ouverture sera plus favorable, il apparaît donc un lien

évident entre l'analyse économique des bases de l'échange et la formulation d'une politique économique permettant à un pays de mieux s'insérer dans le réseau des échanges mondiaux, pour en tirer le plus grand profit afin de réduire sa marginalisation face à la mondialisation.

Comme l'échange naît et se nourrit toujours de la différence entre les nations, les croissances par produit et par pays ne sont pas homogènes, la place relative des différents pays ou groupe de pays se modifie dans le temps, à mesure que chaque pays développe de nouvelles productions et change de place dans la chaîne des avantages comparatifs dynamiques. Ces modifications continues, modifient à leur tour les relations que l'on peut établir entre l'ouverture à l'extérieur et l'activité économique d'un pays : l'ouverture, qui signifie toujours amélioration du bien-être de la population par rapport à l'autarcie, peut entraîner une accélération de la croissance économique, ou une réduction de la croissance du fait de la contrainte d'équilibre externe.

Loi des proportions des facteurs

Selon la théorie de la loi des proportions des facteurs « Un pays tend à se spécialiser dans la production pour laquelle la combinaison dont il dispose lui donne le maximum d'avantages (ou le minimum de désavantages) ». Cette hypothèse nous permet d'affirmer qu'un pays importe que des biens qui incorporent de manière intensive les facteurs qui sont rares sur son territoire (leurs productions sur le territoire national coûtent chères ou ont un coût élevé, leurs importations sont moins chères), tandis qu'il exporte les biens dont la fonction de production est intensive en facteurs abondants sur le territoire national (disponibles à faibles coûts), car il les produit à un prix plus faible que ses concurrents. De ce fait, les pays (par l'intermédiaire des échanges) échangent leurs facteurs abondants contre des facteurs rares.

Il en résulte que la RCA, disposant d'énormes potentialités naturelles et pauvre en main-d'œuvre qualifiée, exporte sa richesse naturelle comprise dans les produits agricoles, les bois d'œuvres, les diamants, en somme rien que des produits primaires n'ayant subi aucune transformation et importe le travail qualifié et la technologie incorporés dans les produits manufacturés.

Tableau 17 : Les principaux produits exportés par la RCA de 1960 à 2000

1960	1970	1980	1990	2000
Bétail	Bovins	Bovins	Bovins	Bovins
Pointes et dents d'éléphants	Café	Pointes et dents d'éléphants	Coton	Coton fibre
Café	Tabac	Café	Café	Café marchand
Coton	Palmiste	Coton	Diamant	Tabac
Arachides	Arachides Tabacs	Or	Bois d'œuvre	
Palmistes	Tourteaux coton	Cuir et peaux	Bois d'œuvres	Diamants
Cires d'abeille	Tourteaux arachides	Bois d'œuvre	Tabac	Or
Tabacs	Sésame	Diamants	Cigares	Gomme arabique
Caoutchouc naturel	Graines de coton	Or	Cire d'abeille	Cire d'abeille
Cuir et peaux	Piment	Cigares et découpes	Gomme arabique	
Bois d'œuvre	Rauwolfia	Vélocités	Mobylette	
Sisal	Cire d'abeilles	Cacao	Rauwolfia	
Diamant	Caoutchouc	Sisal		
Or	Cuir et peaux	Rauwolfia		
	Bois			
	Coton fibres			
	Tissus			
	Cycles			
	Emballages			

Source : Roger Yele

La demande domestique représentative

L'utilisation de l'équation d'équilibre macroéconomique :

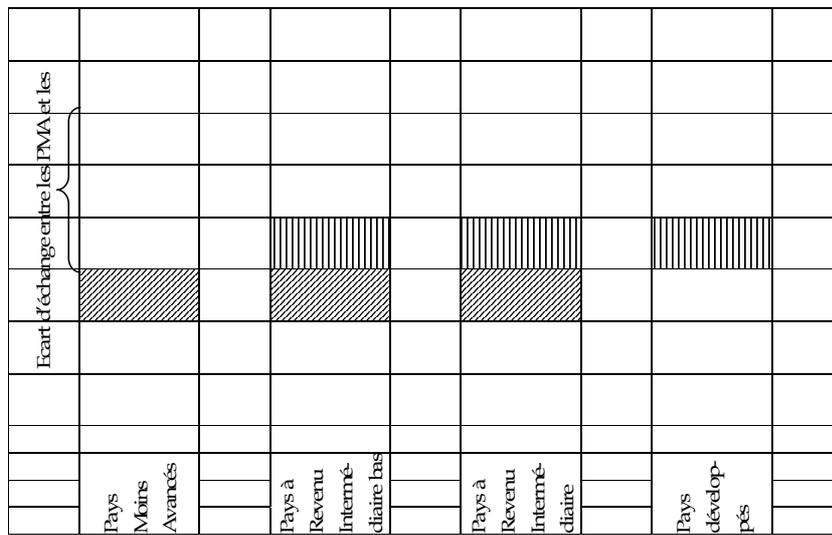
$$PIB + M = \overbrace{C + I}^{\text{Demande domestique}} + \overbrace{X}^{\text{Demande mondiale}}$$

permet d'analyser les relations de causalité et de subordination d'une variable à l'autre. Dans l'équation, s'il y a croissance de la demande, cette croissance peut être induite par une augmentation des revenus privés ou publics, des investissements ou d'une augmentation de la demande étrangère pour les produits domestiques. Pour équilibrer le système, une augmentation de l'offre des biens et services (augmentation du produit intérieur ou du produit importé) est nécessaire pour compenser l'augmentation de la demande. Ce partage de l'influence de la demande entre la production domestique et la production extérieure ne dépend pas d'une décision de politique économique, mais de l'adéquation de la structure de l'offre domestique avec la structure de la demande domestique et mondiale.

En terme technique, un pays qui exporte des produits à forte élasticité-revenu et à faible élasticité-prix, et, qui importe des produits à faible élasticité-revenu et forte élasticité-prix, aura tendance à améliorer le solde de sa balance commerciale.

Ainsi, le graphique suivant nous montre les liens qui lient les pays en matière d'échange international par rapport à l'échelle des produits et au niveau de revenu des pays en compétition.

Figure 2 : Echange entre les différents niveaux de pays et produits



Source : Inspirée de Henri-François Henner, 1997.

De ce que graphique, on peut déduire l'écart de commerce ou d'échange entre les différents niveaux de revenu caractérisant l'étape atteint par chaque pays, cet écart s'amplifie dès qu'un pays est membre des PMA (c'est-à-dire qu'un PMA échange directement avec un pays développé), cet écart se réduit s'il y a échange entre PMA et PMA.

De ce constat, Linder (1960) émit l'hypothèse de la demande domestique représentative, c'est-à-dire, d'un mélange entre la demande et les économies d'échelle. Il prit l'exemple d'un produit qui a une forte demande, sa demande va susciter à son tour une offre efficace, de qualité, de diversité et aussi de prix ; puisque la fonction de production bénéficie d'une économie d'échelle et que l'on se trouve dans la partie décroissante du coût de production. Alors en ce moment, les prix des qualités moins chères vont engendrer la création d'une offre exportable et que c'est dans un pays semblable que l'on peut trouver les demandes de même ordre.

Ainsi, pour mieux bénéficier de l'ouverture à l'extérieure, les PMA doivent coopérer entre eux et/ou dans les cas contraires avec les pays à revenus intermédiaires. Ce qui permet de réduire ou de maîtriser la variation explosive du solde des échanges extérieurs. Ce qui corrobore parfaitement avec l'hypothèse de la loi des proportions des facteurs, c'est-à-dire que, sur le plan empirique les techniques s'imitent vite d'un pays à l'autre, et, pour produire un même bien, les firmes des différents pays en viennent à utiliser les mêmes machines, les mêmes techniques, alors que les dotations factorielles tendent à rester plus différenciés, quelque soit l'intensité des mouvements internationaux de facteurs (investissement direct étranger, émigration de la main d'œuvre).

Pour clore sa démarche, Linder infirma que le déterminant de la consommation était le revenu : c'est-à-dire que, ce ne sont que des pays semblables qui peuvent demander les produits de l'autre ; tel que les PMA ne peuvent que demander que des produits simples, les pays à revenu intermédiaire ont une demande sur des produits relativement simples. En filigrane, l'échange entre les différentes catégories des pays est une situation de commerce de concurrence monopolistique et non un commerce de différenciation ou d'indisponibilité.

Lassudrie Duchene en s'appuyant sur l'analyse de la demande domestique représentative, qui sous-tend que ce ne sont que des pays semblables qui peuvent faire des échanges, démontre qu'à travers l'analyse de la demande de différence qu'il existe trois catégories de spécialisation :

- la spécialisation intersectorielle : modèle agriculture-industrie (modèle des PMA et des pays en voie de développement) ;
- la spécialisation intra sectorielle : modèle inter branche chimie-métallurgie (modèle des pays à revenu intermédiaires) et
- la spécialisation intra branche ou intra produit : modèle d'échange gamme moyenne et haut de gamme (modèle des nouveaux pays industrialisés et des pays développés).

La spécialisation internationale

À partir d'études faites sur l'évolution du commerce international et de la demande intérieure mondiale, Gérard Lafay (1975,1979) distingue 54 produits. Pour classer ces produits, il s'est basé sur l'évolution du taux de croissance annuel moyen des échanges par produit, et, le taux de croissance annuel moyen de la demande intérieure mondiale par produit.

Cette analyse par le taux de croissance en volume de la demande intérieure par produit, permet de juger du caractère favorable ou défavorable de la spécialisation d'un pays dans cette production. Suite à cette étude, Gérard Lafay, constata que 27 produits ont un taux de croissance annuel médian supérieur à 6,2 pour cent et les 27 autres produits ont un taux de croissance médian en dessous de 6,2 pour cent, ce qui lui permit de classer les produits comme suite :

1. des produits progressifs (27), subdivisés en trois sous-groupes de neuf produits :

- neuf produits fortement progressifs ;
- neuf produits moyennement progressifs ;
- neuf produits faiblement progressifs ;

2. vingt sept autres produits régressifs, subdivisés en sous-groupe de neuf produits :

- neuf produits faiblement régressifs ;
- neuf produits moyennement régressifs ;
- neuf produits fortement régressifs.

Tableau 18 : Classification des produits

Situation	Produits progressifs			Produits régressifs		
	+++	++	+	-	--	---
Engagement	+++					---
Stabilité						
Désengagement	---					+++

Source : Henri-François Henner, 1997.

Suite à cette classification, un pays peut :

- disposer d'un avantage sur un produit lui permettant de s'engager dans la production (ou situation d'engagement) par l'augmentation de la production et de l'exportation de ce type de produit ;
- soit perdre son avantage comparatif et être dans une situation de dégagement (ses exportations nettes se réduisent et de l'autre ses importations nettes augmentent) ;
- ou bien le taux de couverture du produit ne laisse guère apparaître une certaine évolution, ce qui place le pays dans une situation de stabilité.

De l'analyse qui suit, le constat pour la Centrafrique, est qu'elle s'est engagée dans la production du coton, du café en quelque sorte des matières premières depuis les indépendances jusqu'au début de la décennie 80, bénéficiant de la bonne tenue des cours des matières premières. Mais n'a pu tirer profit de ces périodes d'euphorie pour diversifier son économie ou bien s'engager dans la production des biens progressifs (à élasticité-revenu élevée et à faible élasticité-prix).

Les exportations de la RCA, quant à elles, sont constituées pour la plupart par des produits régressifs c'est-à-dire des produits à faible élasticité-revenu et à forte élasticité-prix (des produits primaires), leur demande mondiale a tendance à augmenter moins vite, limitant progressivement la croissance interne par le jeu de la demande. Tandis que les importations sont constituées en majeure partie par des produits progressifs et leur taux de croissance à tendance à être supérieur au taux de croissance du PIB. C'est pour cela qu'on observe depuis une tendance systématique à l'augmentation du déficit commercial et aussi l'apparition des phénomènes de fuite hors du circuit économique (détournement des trafics).

Ces jeux se conjuguant entre eux, réduisent fortement les possibilités de croissance économique, la conséquence qui s'en suit, est le développement d'un cercle vicieux de l'ouverture à l'échange extérieur, engendrant à son tour, bon an, mal an, la dégradation des comptes extérieurs voir même la dévaluation de la monnaie intervenue en janvier 1994.

Or cette dévaluation n'était pas suffisante pour restaurer l'équilibre externe et interne (théorème des élasticités critiques), car les effets prix sont ici dominés par les effets revenus : la production intérieure des biens concurrencés par l'importation ne réussit pas à remplacer les importations, pour cause d'une production trop faible¹ ou inexistante ; la baisse du prix en devise des produits exportés n'a pas engendré automatiquement une augmentation des volumes vendus, alors que la hausse du prix en devises des produits importés ont renchéri les coûts internes de production, réduisant en partie le gain de compétitivité créé par la dévaluation.

En somme, nous pouvons dire que les caractéristiques de base de spécialisation de la RCA, sont celles d'un pays qui exporte des produits régressifs (les prix des produits exportés étant très faibles, dictés par les cours mondiaux engendrant un faible niveau de revenu), et, qui importe des produits progressifs (produits à forte valeur ajoutée) ; la conjugaison de ces phénomènes déprime la balance commerciale, puisque l'effet dynamique des importations vont l'emporter sur les exportations, prouvant ainsi que la Centrafrique est un petit pays preneur de prix (price taker).

Gain et perte dynamiques

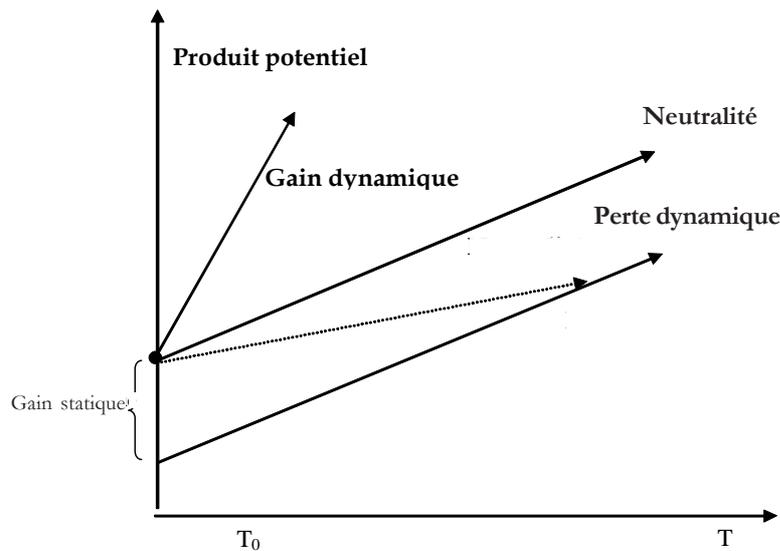
L'avantage comparatif permet de définir à un moment, quels sont les produits qu'un pays à intérêt à exporter. Mais il ne permet pas de dire si cette spécialisation le sera encore demain, ou, si elle sera avantageuse dans l'avenir qu'elle l'est actuellement. C'est ainsi que F. Graham (1923) mis au point un modèle simplifié pour expliquer comment le gain statique immédiat de l'échange peut être détruit par une perte dynamique.

Du côté de l'offre, Graham appuie son analyse sur l'évolution des coûts de production : « À mesure que la spécialisation internationale prend place et que l'échelle de la production se développe, la production agricole se fait à rende-

ments décroissants, alors que la production industrielle connaît des rendements croissants : les coûts de production augmentent dans l'agriculture, alors qu'ils diminuent dans l'industrie... »

Sous cette hypothèse, nous pouvons dire que, depuis la colonisation jusqu'à présent, la RCA s'est spécialisée dans la production agricole. Une tentative d'industrialisation a été menée au début des années 1970, il s'agissait de la production des radios et électrophones, des chaussures en plastique, des motocyclettes, des vélos, des cigares, des batteries, etc. L'augmentation des coûts unitaires de production due aux pillages, aux mauvaises allocations des ressources, a entraîné la réduction de la production industrielle. Le corollaire qui s'en suit est la fermeture définitive de certaines entreprises industrielles. En même temps, l'agriculture se développe, or la production agricole est à rendements décroissants : pour produire plus, il faut dépenser plus, en quelque sorte, pour que la production augmente, il faut augmenter les coûts unitaires de production et que la demande des produits agricoles est une demande à faible élasticité-revenu.

Figure 3 : Evolution du gain et perte dynamique de l'échange



Source : Henri-François Henner, 1997.

En fait la baisse de la production industrielle en Centrafrique a engendré une perte dynamique qui vient réduire progressivement le gain statique. À travers le graphique ci-après, il ressort qu'un pays qui exporte des produits à forte élasticité-revenu bénéficie d'un gain dynamique d'échange, alors que celui qui exporte des produits à faible élasticité-revenu participe négativement dans le commerce international et voit sa balance se détériorer.

Du côté de la demande, les variations et/ou l'évolution de celle-ci influencent le caractère plus ou moins bénéfique de l'ouverture à l'extérieur, car elle peut entraîner une réduction progressive du gain de l'échange, augurant l'apparition d'une contrainte extérieure renforcée. Actuellement, la Centrafrique est embobinée dans un cercle vicieux de l'ouverture à l'extérieur, parce qu'elle s'est spécialisée dans des productions à demande régressive par rapport au revenu : les exportations de la RCA ont tendances à augmenter moins vite que le revenu de ses principaux partenaires ; ces importations sont constituées pour l'essentiel des produits à forte élasticité-revenu (produits progressifs), elles ont tendances à augmenter plus vite que le revenu national : le déficit extérieur a tendance à croître et à limiter les possibilités de développement.

Demande, gain de l'échange et avantage comparatif

Stuart Mill a mis en évidence l'importance de l'intensité de la demande en étudiant les effets possibles du progrès technique sur les termes de l'échange : il constate que le partage du gain, suite à l'ouverture à l'extérieur est fonction de l'intensité relative de la demande et peut aboutir à une croissance appauvrissante si le pays se spécialise dans la production des biens régressifs.

L'augmentation de la plupart des matières premières et des autres produits de base face à une demande mondiale plutôt régressive, conduit à une baisse des termes de l'échange des pays exportateurs de ces types de biens. Ces hypothèses expliquent très largement la position de la RCA dans le commerce extérieur, elles sont mêmes ces caractéristiques.

Alors que pour Linder, l'existence d'économie d'échelle dans la production des biens fortement demandés sur le marché intérieur et l'influence principale du niveau de revenu par tête sur la formation de la demande, expliquent les possibilités de création d'un échange bénéfique. Car ce principe d'économie d'échelle entraîne la création d'une technique appropriée, renforcée par des effets d'apprentissage, et enfin l'exportation sera le dernier maillon et non le commencement du sentier d'expansion du marché. Comme nous l'avons montré dans le chapitre sur les contraintes majeures au développement de la Centrafrique, le marché intérieur est très exigu et étalé sur une vaste étendue de territoire.

En plus de cela, Linder affirme que l'un des déterminants le plus statistiquement important est le niveau du revenu par tête de la nation. À ce niveau, la RCA enregistre depuis 1990 une baisse continue de son revenu par tête, passant de 506 dollars par tête en 1990 à 287 dollars américains en 1997. Elle enregistre depuis le début des crises militaro-politiques de 1996 une accumulation croissante des arriérés de salaires² dans la fonction publique, faisant de sorte que cette situation ne peut guère susciter une stimulation suffisante de la demande intérieure qui, à son tour, compresse le niveau de l'offre.

La dynamique de l'avantage comparatif

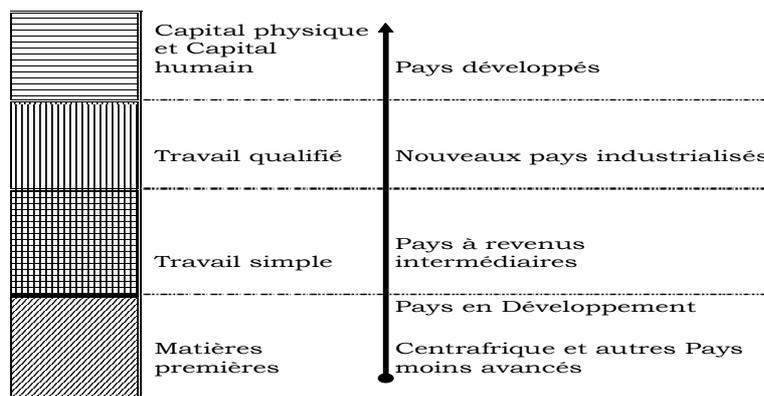
L'échelle des avantages comparatifs

En s'ouvrant à l'extérieur, un pays qui exploite ses avantages comparatifs devrait bénéficier d'une croissance économique rapide, liée à l'exploitation de ceux-ci, tout en utilisant au mieux l'ensemble de ses ressources productives afin de réaliser un produit intérieur élevé, suite à la création d'un gain à l'échange. L'évolution de ce gain dans le temps permettrait d'anticiper l'évolution des productions exportables et donc du développement économique d'un pays.

Bela Balassa fut le premier à émettre l'idée selon laquelle il existerait une dynamique de l'avantage comparatif, dans son « approche par étape de l'avantage comparatif ». Il procède par une analyse sur deux facteurs de production, à savoir, le capital physique (K) et le capital humain (L). Il démontre en combinant ces deux facteurs de production $\left(\frac{K}{L}\right)$, qu'il existe une échelle des avantages comparatifs et affirme :

- qu'au bas de l'échelle, on a les matières premières (caractéristique de certains PMA) ;
- puis les produits les plus simples à base de travail (reflétant le niveau de développement des pays à revenu intermédiaire) ;
- et ensuite, les produits qualifiés à base du travail humain et du capital physique (qualificatif des pays industrialisés).

Figure 4 : Classification des pays sur l'échelle des avantages comparatifs



Source : Inspirée de Henri-François Henner et du chemin de croissance de Rostow.

C'est en classant les produits par ordre croissant de combinaison de dotation factorielle en capital physique et humain $\left(\frac{K}{L}\right)$ qu'il obtient l'échelle des avantages comparatifs : c'est-à-dire que si un pays se développe, le rapport $\left(\frac{K}{L}\right)$ augmente, car il peut fabriquer des produits à forte valeur ajoutée. Le développement sera donc accompagné par l'élévation sur les échelles des avantages comparatifs, c'est-à-dire en augmentant ou en grim pant les échelles des avantages comparatifs.

La Centrafrique riche en ressources naturelles, exporte des matières premières (coton, café, bois d'œuvre) qui n'ont subi aucune transformation industrielle, est classée au bas de l'échelle.

Le triangle des dotations factorielles

Leamer étend le modèle à deux facteurs de production de Bela Balassa à trois facteurs, à savoir le travail L, le capital K et la terre N (où N représente la terre, mais aussi les disponibilités en ressources naturelles, minières, etc.), correspondant chacun au sommet du triangle équilatéral normalisé (NKL). La combinaison de ces trois facteurs permet la comparaison des dotations factorielles prises deux à deux $\left(\frac{K}{L}, \frac{N}{L}, \frac{K}{N}\right)$

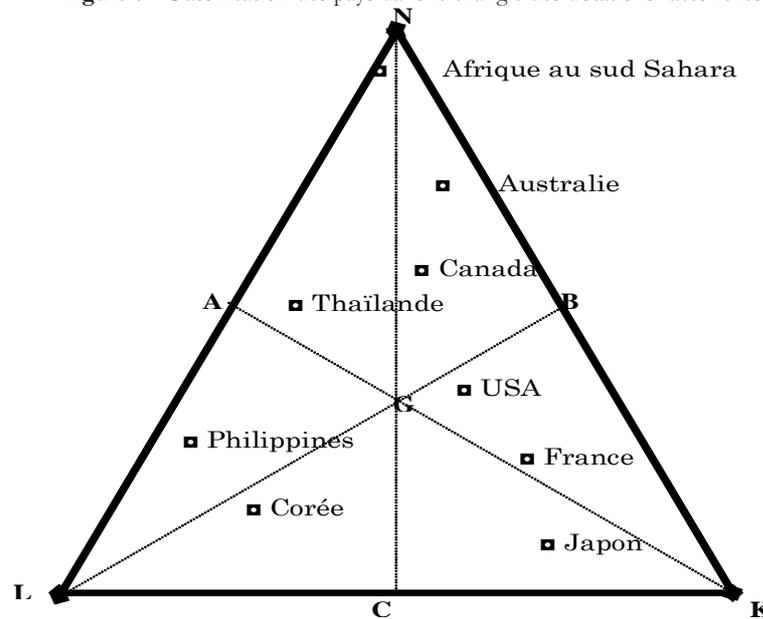
Sur l'ensemble des 38 pays étudiés, Leamer détermina le barycentre du triangle équilatéral normalisé, qui représente la dotation moyenne de ces pays, à savoir 12 000 dollars américains de capital par tête $\left(\frac{K}{L}\right)$, 0,9 hectares de terre arable par tête $\left(\frac{N}{L}\right)$ et 13 000 dollars américains de capital par hectare de terre arable $\left(\frac{K}{N}\right)$.

La position relative de chaque pays par rapport aux autres dans le triangle des dotations factorielles permet de donner une image de leurs dotations factorielles comparées, ce qui permet de mesurer ou de prévoir leurs avantages comparatifs.

En fait, le triangle normalisé des dotations factorielles peut être réutilisé pour la prise en compte des produits, puisque la fabrication de chaque produit nécessite, en un état donné de la technique utilisée et des prix de facteurs, la combinaison définie des trois facteurs de production : cette combinaison correspond alors à une position unique dans le triangle des dotations factorielles ; et inversement les coordonnées d'un point quelconque du triangle représentent avec précision les combinaisons factorielles correspondant à un produit ou à un pays.

L'analyse de Leamer nous permet donc de combiner immédiatement les dotations des pays en trois facteurs et les différentes caractéristiques des produits, afin d'en déduire les avantages comparatifs et les exportations potentielles.

Figure 5 : Classification des pays dans le triangle des dotations factorielles

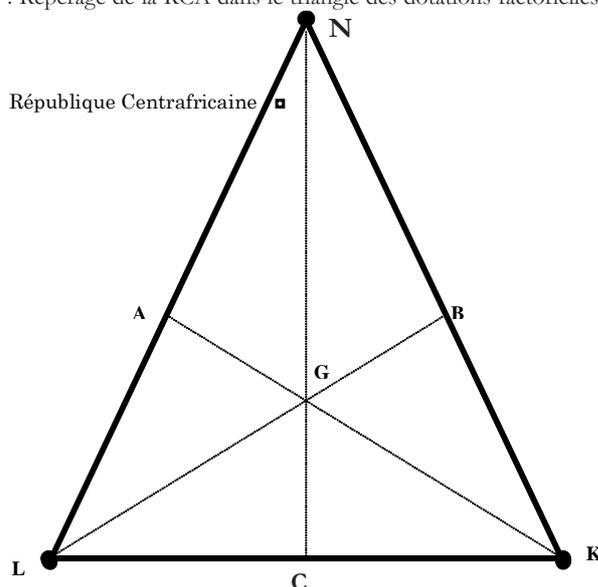


Source : Leanmer, 1987.

De ce qui précède, nous pouvons positionner la RCA sur le triangle des dotations factorielles. De la constatation faite au début de ce document, la Centrafrique dispose d'une forte dotation en ressources naturelles et minières, d'un niveau de population insuffisant, d'une structure industrielle embryonnaire peu allante, ajoutées à cela une population inégalement répartie sur une vaste étendue du territoire, des taux d'épargne et d'investissement diamétralement opposés, combinées à un niveau d'alphabétisation très bas (plus de 60 pour cent des adultes sont analphabètes et à peu près 80 pour cent de la population active travaillent dans l'agriculture) donne une coordonnée peu attrayante soit en 2000, un niveau moyen de 309 dollars américains par tête, de 16 dollars américains par hectare de terre arable et de 0,7 hectare de terre arable (cultivée) par tête.

La spécialisation de la RCA s'en déduit immédiatement : c'est un pays sous développé spécialisé dans la production des produits agricoles et miniers, dont la fonction de production est intensive en travail, qui utilise plus de la terre mais pas ou peu de capital ou de main d'œuvre qualifiée. Ainsi, le positionnement de la Centrafrique dans le triangle normalisé des dotations factorielles, reste confiné sur le segment [NL], plus proche du sommet N (ressources naturelles).

Figure 6 : Repérage de la RCA dans le triangle des dotations factorielles

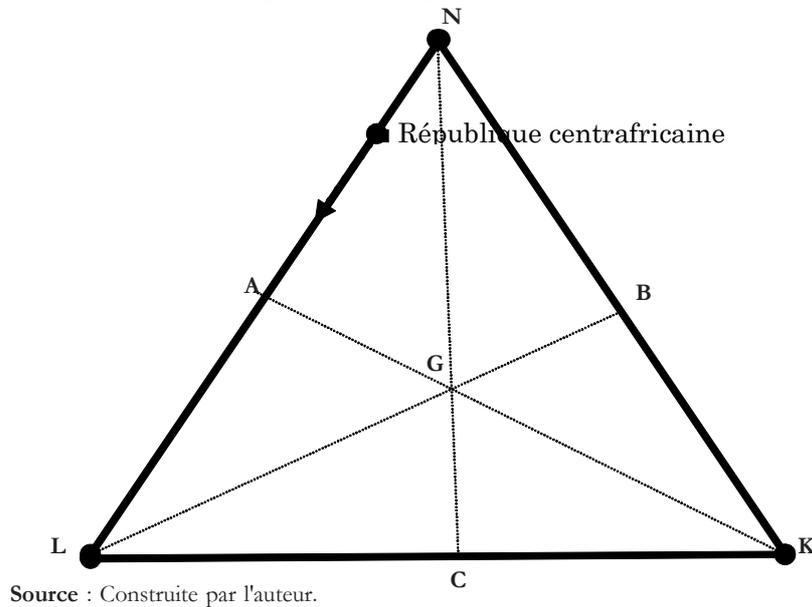


Source : Construite par l'auteur.

En dynamisant le système statique, on constate généralement que le développement d'un pays s'accompagne toujours par une accumulation du capital sous ses différentes formes : capital humain et capital physique. En somme, les pays ayant déjà réalisé leur transition démographique, accumuleront progressivement le capital, alors que la quantité de terre restera constante, et que la population paraîtra relativement stable : le déplacement d'un point du triangle à un autre s'orientera alors vers le sommet K du triangle des dotations factorielles.

Dans le cadre actuel des politiques d'ajustement structurel et des politiques macroéconomiques suivies depuis les indépendances jusqu'à présent, comme nous l'avons montré, la forte dotation de la RCA en ressources naturelles et minières, constitue un handicap³ au développement de celle-ci, car elle implique davantage le maintien, dans le temps si rien est fait, d'un avantage comparatif dans la production des produits agricoles et miniers dont les élasticités-revenu sont très faibles (ne stimulent pas fortement la demande) ; de plus combiner avec une distorsion des coefficients factoriels, pour développer la Centrafrique, il faudrait une forte et longue période d'accumulation du capital (se traduisant par des taux d'épargne et d'investissement élevés) pour que la production des produits capitalistiques à demande progressive soient rentable. Sinon, bon an, mal an, la position ou le vecteur de translation de la RCA ne se déplacera pas vers le sommet K mais vers le sommet L : c'est-à-dire que les coefficients factoriels deviennent de plus en plus travaillistiques, ce qui confine l'avantage comparatif de la Centrafrique à la production des biens intensifs en terre et en travail dont la demande est généralement régressive.

Figure 7 : Chemin probable de la RCA



L'analyse de la dynamique de l'avantage comparatif nous a permis de comprendre l'existence de multiples sentiers du développement dont la position relative dépend des dotations initiales, et, dont la pente relative de la flèche (vecteur de translation) dépendra des efforts d'épargne, d'investissement, d'emprunts extérieurs et d'accumulation du capital. Cela veut dire qu'il n'existe pas un chemin type qu'un pays peut choisir pour se développer, mais qu'il existe un grand nombre de possibilités qui ne sont pas fixées par la nature, par contre elles dépendent en partie de l'interaction des trois facteurs de production soutenue et orientée par une bonne politique macroéconomique qui pourra aider la RCA à se développer.

Notes

1. Le tissu industriel centrafricain est très embryonnaire et a été à chaque fois détruit lors des différents événements survenus en 1979, 1992-1993, 1996-1997, 2001, 2002-2003.
2. Phénomène vulgairement appelé par les Centrafricains qui disent que le salaire des fonctionnaires centrafricains (ceux qui travaillent dans l'administration publique) a attrapé le sida.
3. En comparaison avec le phénomène du Syndrome hollandais.

